

“ Au nom des Communes, je présente à Votre Excellence le bill suivant :
 ‘ Acte pour accorder à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du service public, pour les exercices expirant respectivement le 30e jour de juin 1888 et le 30e jour de juin 1889, et pour d’autres objets liés au service public,’

que je prie humblement Votre Excellence de sanctionner.”

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Gouverneur-Général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi, il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général de prononcer le discours suivant :

Honorables Messieurs du Sénat :

Messieurs de la Chambre des Communes :

En terminant la présente session du parlement, je désire exprimer mon appréciation de l’empressement et du zèle dont vous avez fait preuve dans l’accomplissement de vos devoirs publics.

La mesure pour la ratification du Traité des pêcheries conclu au commencement de cette année entre les plénipotentiaires de Sa Majesté et ceux des Etats-Unis, à laquelle j’ai donné la sanction de la Reine, sera, je crois, reçue avec satisfaction par la population de tout le Canada comme offrant une preuve incontestable du désir constant du Canada d’arriver à un règlement équitable et honorable de toutes les questions découlant de l’interprétation de la Convention de 1818.

J’espère avec un certain degré de confiance que les différentes autorités dont la sanction du Traité est nécessaire à son opération, ne seront pas insensibles aux grands avantages qui découleraient pour les deux pays de la suppression d’une source aussi féconde d’aigreur et de ressentiment.

L’arrangement en vertu duquel la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a renoncé aux privilèges exclusifs qu’elle possédait en vertu de la clause 15 du premier contrat passé entre Sa Majesté et la compagnie sera, je le prévois, accepté par tous, et, en augmentant ses ressources financières, il permettra à la compagnie de répondre et subvenir aux besoins toujours croissants de la vaste région que dessert son chemin de fer.

L’extension à la population des territoires du Nord-Ouest d’une plus grande autonomie que celle dont elle a joui jusqu’à présent est une preuve satisfaisante du rapide développement de cette importante portion de la Confédération, et aura, je l’espère, des résultats avantageux.

Je suis heureux de croire que la perspective d’une forte immigration d’une classe de colons désirables, est, cette année, plus grande que jamais.

Les différentes modifications apportées aux lois relatives au revenu de l’intérieur, aux chemins de fer, au service civil et à d’autres actes affectant les intérêts publics, que vous avez adoptées, semblent bien propres à répondre aux circonstances qui les rendaient nécessaires.

Messieurs de la Chambre des Communes :

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez volontiers votés pour les besoins du service public.

Honorables Messieurs du Sénat :

Messieurs de la Chambre des Communes :

Je ne puis me séparer de vous pour la dernière fois sans exprimer ici mon profond regret que mes relations officielles avec votre pays soient terminées. C’est une source de grande satisfaction pour moi de rappeler, dans cette circonstance, le fait